

La corruption, ennemi # 1 du Kremlin

L'ancien président Vladimir Poutine avait une vision; celle d'un Kremlin au pouvoir tentaculaire qui atteindrait toutes les sphères de la société russe. Celle-ci s'est réalisée et la Russie a assisté au développement de sa bureaucratie en même temps qu'une explosion des techniques de corruption et de pots-de-vin. Selon l'ONG russe INDEM : « En 2001, les observateurs étaient grandement surpris par la quantité d'argent détournée au profit de la corruption, qui représentait les deux tiers du budget du pays. Quatre ans plus tard, en 2005, elle le surpassait de 2,66 fois. » Cette corruption endémique est une nuisance majeure pour la croissance économique russe, mais elle constitue aussi un frein à son développement social et politique.



Emilie Desmarais-Girard
candidate à la maîtrise en études internationales
université laval
emilie.desmarais-girard.1@ulaval.ca



Joëlle Matte
candidate à la maîtrise en études internationales
université laval
joelle.matte.1@ulaval.ca

La croissance économique minée par la corruption

En arrivant au pouvoir en 1999, Vladimir Poutine a eu une ambition qui relevait de l'impossible, celle de redresser l'économie russe, qui a multiplié dépressions et stagnations depuis l'effondrement de l'Union soviétique. La promesse a pourtant été tenue et l'économie russe, surfant sur la vague des pétrodollars, a remonté en flèche. Cependant, les hydrocarbures sont un outil à double tranchant puisqu'ils constituent désormais le fondement de l'économie nationale (en 2006 les exportations d'hydrocarbures représentaient toujours plus de 80 % de la totalité des exportations russes).

Conséquemment, la croissance économique russe est entièrement soumise aux caprices de cette matière première, dont le prix joue aux montagnes russes. Plus d'une fois l'OCDE a sollicité la Russie afin qu'elle diversifie son marché intérieur, mais cette mission relève de l'impossible pour les dirigeants russes, puisque la corruption gangrène toute tentative de diversification.

En premier lieu, la situation actuelle étouffe les PME russes, car si la corruption est présente à tous les échelons de la société, les grands gagnants de la palme de l'appropriation des pots-de-vin sont les fonctionnaires attirés à la délivrance des licences pour démarrer une entreprise.

Selon Nathalie Nougayrède, journaliste pour Le Monde, en 2004 en Russie, il ne fallait pas moins de 129 licences pour lancer une entreprise. En considérant que chacune de ces licences exige un pot-de-vin, on constate que les projets de démarrage de PME sont tués dans l'oeuf par la bureaucratie russe. Les statistiques publiées par Adèle Smith, journaliste pour Les Échos nous permettent de tirer des comparaisons entre les pays occidentaux, où les PME représentent plus de 50 % du PIB et la Russie, où elles ne contribuent qu'à un maigre 15 à 17 % du PIB. Sans l'apport des PME, le marché demeure un bloc homogène dominé par les hydrocarbures.

En deuxième lieu, l'impossibilité de développer des entreprises transforme la Russie en terre aride, peu propice aux investissements étrangers. À ce sujet les chiffres de Nathalie Nougayrède sont plus qu'éloquents : de 1994 à 2004, la Russie a acquit des investissements étrangers équivalents à 52 % par habitants. À titre de comparaison, ce nombre atteint 938 % au Kazakhstan et augmente jusqu'à en moyenne 2000 % pour la Hongrie, la République-Tchèque et l'Estonie. La faiblesse chronique de l'état de droit accompagnée du sentiment chez les investisseurs que le milieu des affaires russe reste sous la dictature du crime organisé et de la corruption constituent un mélange toxique qui laisse la Russie à l'écart des flux monétaires étrangers, lesquels contribueraient à retirer le pays du cercle vicieux de la manne pétrolière. Les dirigeants russes doivent absolument entreprendre une campagne d'éradication afin de se débarrasser de ce mal séculaire, sans quoi ils peuvent dire adieu à leurs aspirations de remettre la Russie au rang des puissances économiques mondiales. La croissance économique est d'autant plus importante en Russie, puisque le développement social y prend son seul appui. En effet, le 1^{er} janvier 2005 Vladimir Poutine a supprimé les avantages sociaux dont jouissaient les retraités, les invalides et les vétérans. Le président a toutefois maintenu son ambition de réduire de moitié la pauvreté dans le pays, mais la réalisation de ce plan quinquennal s'appuie désormais uniquement sur les retombées de la croissance économique.

Développement social et politique : autres victimes

Cette croissance économique, les Russes

l'ont attendue longtemps.



Sigle de Gazprom, la puissance pétrolière russe qui détient le monopole des hydrocarbures en Russie

Joëlle Matte

L'éclatement du bloc soviétique a vu naître en Russie une période de transition difficile, où la libéralisation des marchés a fait place à un capitalisme sauvage et a ouvert les portes des richesses russes à quelques oligarques. Au lieu de lisser la composition sociale, le changement de régime a permis aux inégalités de s'ancrer solidement en sol russe. Dans les sociétés occidentales développées, la classe moyenne constitue un pilier; elle est un élément intrinsèque à leur développement et leur prospérité. Toutefois, comme le mentionne Louise Sheley, journaliste pour Demokratizatsiya : « l'envol des capitaux et le blanchiment d'argent ont privé la Russie de la possibilité d'investir dans ses infrastructures, de payer les salaires et de maintenir la qualité de ses institutions et services sociaux », nuisant ainsi au développement de cette classe salutaire à l'avenir du pays. En effet, en Russie, le pot-de-vin n'est pas réservé aux élites, il est le quotidien de bien des fonctionnaires, qui, sans salaire adéquat, se voient tentés d'arrondir leurs fins de mois en exigeant du simple passant quelques roubles. Des contrôles d'identités dans le métro aux arrestations pour excès de vitesse en passant par les soins médicaux, tout le monde y joue. Si la fièvre atteint toutes les couches populaires et mine le développement de la classe moyenne, elle gagne aussi les instances gouvernementales et devient ainsi pratiquement incurable. Selon M. Igrunov, ancien vice-président du parti Yabloko, la corruption au sein des organes politiques russes constitue un sérieux

obstacle à l'évolution du processus démocratique.

Selon lui, le cas du Ministère des Affaires Internes est particulièrement éloquent, puisque la réforme qui a fait de ce Ministère une extension directe du pouvoir présidentiel a été approuvée par la majorité des politiciens et de la population. Dans une interview donnée au Belfer Center, M. Igrunov déclarait : « Le Ministère des Affaires Internes est devenu une des institutions les plus corrompues en Russie. La corruption a infiltré cette institution par les simples policiers jusqu'au ministre lui-même, et le ministère ne possède aucun mécanisme interne pour se débarrasser de cette corruption ».

En fait, la Russie est dépourvue de système juridique efficace où un état de droit fort pourrait être garant de l'éradication du problème. Au lieu de cela, la justice russe demeure pratiquement inaccessible aux classes populaires, permettant à la corruption de prendre des assises solides. Alex Pravda et Jan Zelonka, dans leur étude portant sur la démocratisation de l'Europe de l'Est, affirment que les citoyens sont très peu enclins à la dénonciation, considérant qu'ils enfreignent eux-mêmes la loi en payant les officiers corrompus. « Quand les citoyens n'ont pas peur d'être punis, ils ont peur d'une éventuelle vengeance des officiers corrompus, surtout s'ils témoignent en Cour. »

Des pistes de solutions

Quelques mécanismes externes existent tout de même pour nous éclairer sur ce problème virulent. Par exemple, INDEM, une ONG russe, s'est donnée depuis 1996 une mission anticorruption, tandis que Transparency International publie chaque année des statistiques effarantes sur l'état de la corruption en Russie. Ce ne sont toutefois que des observateurs et il faudra un engagement massif de la totalité des dirigeants russes pour venir à bout de ce problème national.

En effet, la corruption est un mal tellement intrinsèquement lié à la réalité nationale que les Russes ne la voient désormais plus comme un crime, mais plutôt comme un aspect de leur vie quotidienne, sur lequel ils n'ont aucun recours.



Le Kremlin, centre des décisions gouvernementales, en plein cœur de Moscou. Joëlle Matte